



PRIME DRINK GROUP CORP.

ASSEMBLÉE ANNUELLE GÉNÉRALE ET EXTRAORDINAIRE DES ACTIONNAIRES
DEVANT SE TENIR LE 15 AOÛT 2023 À 11H00 (HNE)

CIRCULAIRE D'INFORMATION

11 JUILLET 2023

1000 Sherbrooke Ouest, 27^e Étage
Montréal (Québec) H3A 3G4

PRIME DRINK GROUP CORP.
(la « société »)

CIRCULAIRE DE SOLLICITATION DE PROCURATIONS DE LA DIRECTION
(Information présentée en date du 11 juillet 2023, à moins d'indication contraire)

Dans la présente circulaire d'information, les termes « société », « nous » et « notre » renvoient à Prime Drink Group Corp. Le terme « actions ordinaires » désigne les actions ordinaires du capital de la société et le terme « actionnaires » désigne les détenteurs d'actions ordinaires. « Actionnaires inscrits » désigne les actionnaires dont les noms figurent dans les registres de la société en tant que détenteurs inscrits d'actions ordinaires. On entend par « actionnaires non-inscrits » les actionnaires qui ne détiennent pas d'actions ordinaires en leur nom propre. Les « intermédiaires » sont les courtiers, les sociétés d'investissement, les chambres de compensation et autres entités similaires qui détiennent des titres pour le compte d'actionnaires non inscrits.

SOLLICITATION DE PROCURATIONS

La direction de la société sollicite des procurations qui seront utilisées à l'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires de la société (l'« assemblée ») qui se tiendra à la date, à l'endroit et aux fins indiqués dans l'avis de convocation ci-joint et à toute reprise de telle assemblée. La société assumera les frais de cette sollicitation. En conséquence, la direction de la société a préparé cette circulaire de sollicitation de procurations (la « circulaire ») qu'elle expédie à tous les porteurs de titres ayant droit de recevoir un avis de convocation.

Si vous ne pouvez assister à l'assemblée en personne, veuillez remplir et retourner le formulaire de procuration ci-joint à l'agent des transferts et chargé de la tenue des registres de la société, Services aux investisseurs Computershare inc. (« **Computershare** »), au 100, Avenue University, 8^{ième} étage, Toronto (Ontario) M5J 2Y1, au moins quarante-huit (48) heures (excluant les samedis, dimanches et les jours fériés) avant la date fixée pour la tenue de l'assemblée.

Seuls les actionnaires inscrits et les mandataires dûment désignés pourront assister, participer et voter à l'assemblée. Les actionnaires qui assistent virtuellement à l'assemblée ne pourront pas y voter. Les actionnaires non inscrits qui ne se sont pas dûment désignés comme mandataires ne pourront pas voter ni poser de questions à l'assemblée, mais pourront y participer en tant qu'« invités ».

La sollicitation de procurations se fera principalement par courrier, mais des procurations peuvent être sollicitées personnellement ou par téléphone par les administrateurs, les dirigeants et les employés de la société. Nous avons pris des dispositions pour envoyer les documents relatifs à l'assemblée directement aux actionnaires inscrits, ainsi qu'aux actionnaires non inscrits qui ont consenti à ce que les informations relatives à leur propriété soient divulguées par l'intermédiaire détenant les actions ordinaires pour leur compte (propriétaires véritables non opposés).

Nous avons pris des dispositions pour que les intermédiaires transmettent les documents de l'assemblée aux actionnaires non-inscrits qui se sont opposés à ce que les informations relatives à leur propriété soient divulguées par l'intermédiaire détenant les actions ordinaires en leur nom (propriétaire véritable opposé) en vertu du règlement 54-101 *sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti*, et nous pouvons rembourser aux intermédiaires leurs frais et débours raisonnables à cet égard.

DROIT DE RÉVOCATION DES PROCURATIONS ET NOMINATION D'UN FONDÉ DE POUVOIR

Les personnes mentionnées dans le formulaire de procuration ci-joint sont des administrateurs de la société. **Tout actionnaire a le droit de nommer un fondé de pouvoir pour le représenter à l'assemblée autre que les personnes dont le nom figure comme mandataire dans le formulaire de procuration ci-joint en biffant les noms imprimés et en insérant le nom du mandataire de son choix dans l'espace prévu à cette fin.**

Un actionnaire peut en tout temps révoquer une procuration en déposant un avis signé de lui ou de son mandataire muni d'une autorisation ou, si l'actionnaire est une entreprise, sous le sceau de l'entreprise ou sous la signature d'un officier ou de l'un de ses mandataires dûment autorisé par écrit, et en le déposant au bureau de Computershare, au même endroit et dans le même délai susmentionné, ou deux jours ouvrables précédant la date de reprise de l'assemblée au cas d'ajournement, ou en le remettant au président de l'assemblée le jour de l'assemblée ou de sa reprise.

Les actionnaires inscrits sont les seuls à avoir le droit de révoquer une procuration. Les actionnaires non inscrits qui souhaitent modifier leur vote doivent, au moins sept jours avant l'assemblée, demander à leurs intermédiaires respectifs de révoquer la procuration en leur nom. Si vous êtes un actionnaire non inscrit, veuillez vous reporter à la section « Actionnaires non inscrits » ci-dessous pour de plus amples informations sur la manière d'exercer les droits de vote attachés à vos actions ordinaires.

EXERCICE DES POUVOIRS CONFÉRÉS PAR PROCURATION

La direction s'engage à respecter les instructions du porteur.

En l'absence d'indication, le mandataire exercera le droit de vote en faveur de chacune des questions définies dans le formulaire de procuration, dans l'avis de convocation ou dans la circulaire.

Sauf indication contraire, toutes les résolutions sont adoptées à la majorité simple des votes représentés à l'assemblée.

La direction ne connaît et ne peut prévoir à l'heure actuelle aucun amendement ni aucun point nouveau devant être soumis à l'assemblée. Si des amendements ou points nouveaux devaient être soumis à l'assemblée, les personnes nommées dans le formulaire de procuration ci-joint exerceront le droit de vote qui leur sera conféré selon leur bon jugement.

ACTIONS COMPORTANT DROIT DE VOTE ET PRINCIPAUX PORTEURS

Le capital-actions autorisé de la société consiste en un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale. En date du 11 juillet 2023, il y avait 144 177 462 actions ordinaires en circulation. Chaque action ordinaire confère à son porteur le droit à un vote.

Le conseil d'administration de la société (le « **conseil d'administration** ») a fixé au 11 juillet 2023, à la fermeture des bureaux, la date de référence pour déterminer les actionnaires autorisés à recevoir l'avis de convocation à l'assemblée, mais le défaut de recevoir cet avis ne prive pas automatiquement un actionnaire de son droit de vote à l'assemblée.

En date du 11 juillet 2023, à la connaissance des administrateurs ou des membres de la haute direction de la société, aucune personne, directement ou indirectement, n'a la propriété véritable de plus de 10 % du nombre d'actions ordinaires émises et en circulation ou exercent une emprise sur de tels titres, autres que ceux ci-dessous :

Nom de l'actionnaire	Nombre d'actions détenues ⁽¹⁾	% d'actions en circulation ⁽²⁾
Germain Turpin	28 014 621 ⁽³⁾	19,41 %
9474-8431 Quebec Inc. ⁽⁴⁾	37 500 000	26,03 %

Notes:

(1) Sur la base des informations fournies par ou dans les dépôts publics effectués par les sociétés ci-dessus et à la date des derniers dépôts publics de ces actionnaires ou des informations fournies par celui-ci.

(2) Sur la base de 144 177 462 actions émises et en circulation à la date de référence.

(3) Dont 11 418 588 actions sont détenues via Ranch Turpin Inc., une société privée détenue et contrôlée par M. Turpin.

(4) Une société privée détenue et contrôlée en parts égales par M. Olivier Primeau, président, chef de la direction et administrateur de la société, et par M. Raimondo Messina, administrateur de la société.

ACTIONNAIRES NON INSCRITS

Seuls les actionnaires inscrits ou les personnes désignées comme étant leurs fondées de pouvoir sont autorisées à voter à l'assemblée. Toutefois, dans plusieurs cas, les actions dont une personne est propriétaire véritable sont souvent inscrites au nom d'un intermédiaire, habituellement un courtier en valeurs mobilières, une société de fiducie ou une autre institution financière, ou au nom d'une chambre de compensation (Services de dépôt et de compensation CDS inc.) dont l'intermédiaire est un adhérent. Conformément à l'Instruction générale 54-101 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières intitulée - « Communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti », la société a distribué des exemplaires des documents d'assemblée aux intermédiaires, lesquels sont tenus de distribuer les documents d'assemblée aux porteurs non-inscrits à moins que ces derniers n'aient renoncé à leur droit de la recevoir. Les intermédiaires font très souvent appel à des sociétés de services pour transmettre les documents d'assemblée aux porteurs non-inscrits. **Chaque intermédiaire a ses propres instructions relatives à la signature et au retour des documents, que vous devez suivre à la lettre afin que les droits de vote rattachés à vos actions puissent être exercés.** Souvent, le formulaire de procurations fourni à un actionnaire non inscrit par son courtier est identique au formulaire de procurations fourni par la société aux actionnaires inscrits. Cependant, son objet se trouve restreint à instruire l'actionnaire inscrit (le courtier ou son mandataire) sur la façon de voter pour le compte de l'actionnaire non inscrit.

Si le porteur non-inscrit qui reçoit un formulaire d'instructions de vote désire voter à l'assemblée en personne (ou y dépêche une autre personne afin qu'elle y assiste et vote en son nom), il devra inscrire en lettres moulées son nom ou celui de cette autre personne sur le formulaire d'instructions de vote et retourner celui-ci à l'intermédiaire ou sa société de services. Si le porteur non-inscrit qui reçoit un formulaire de procuration désire voter à l'assemblée en personne (ou y dépêcher une personne pour y assister et voter en son nom), il devrait biffer le nom des personnes désignées sur le formulaire de procuration et inscrire le nom du porteur non inscrit ou celui de cette autre personne dans l'espace laissé en blanc à cet effet et remettre le formulaire à Computershare à l'adresse indiquée ci-dessus.

Le porteur non inscrit peut révoquer les instructions de vote qu'il a données à l'intermédiaire à tout moment moyennant un avis écrit à ce dernier.

PERSONNES INTÉRESSÉES DANS LES QUESTIONS DEVANT ÊTRE TRANCHÉES

À la date de la présente circulaire, à sa connaissance et sauf indication contraire dans la présente circulaire, la direction de la société n'a connaissance d'aucun administrateur ou membre de la haute direction, actuel ou nommé aux termes des présentes, ni d'aucune personne ayant des liens avec ces personnes ou faisant partie de leur groupe, qui, depuis le début du dernier exercice financier de la société, a un intérêt, direct ou indirect, dans toute question devant être traitée à l'assemblée, sauf que ces personnes peuvent être directement impliquées dans les affaires normales de l'assemblée ou les affaires générales de la société.

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE

1. Présentation des États Financiers

Les états financiers audités de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 et le rapport du vérificateur indépendant y afférent seront présentés avant l'assemblée. Les états financiers audités ont été envoyés par courrier aux actionnaires qui ont informé la société qu'ils souhaitaient recevoir une copie de ces documents. Aucun vote ne sera tenu sur les états financiers vérifiés. Ces états financiers ont été déposés sur SEDAR à www.sedar.com. Des exemplaires supplémentaires des états financiers peuvent être obtenus sur demande auprès de la société.

2. Élection des administrateurs

Les affaires de la société sont actuellement administrées par un conseil d'administration composé de six (6) administrateurs. Les actionnaires seront invités à élire six (6) administrateurs qui exerceront leurs fonctions, sous réserve du règlement intérieur de la société et du pouvoir du conseil d'administration de nommer des administrateurs additionnels entre les assemblées annuelles, jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires ou jusqu'à ce que leurs successeurs respectifs soient dûment élus ou nommés, à moins que leurs mandats respectifs ne prennent fin auparavant conformément aux règlements de la société. À l'assemblée, les personnes désignées ci-après seront proposées comme candidats aux postes d'administrateur de la société pour l'année à venir. Vous pouvez voter pour ou contre toutes ces personnes, ou voter pour certaines d'entre elles et contre d'autres.

À moins que la procuration ne le spécifie autrement, les personnes dont les noms apparaissent au formulaire de procuration ont l'intention de voter à l'assemblée POUR l'élection de chacun des candidats nommés ci-après aux postes d'administrateurs.

Cette proposition requiert l'approbation d'une majorité des voix exprimées par les porteurs d'actions ordinaires présents en personne ou représentés par un fondé de pouvoir à l'assemblée. La direction ne prévoit qu'aucun des candidats ne sera dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions d'administrateur ou ne sera pas disposé à le faire.

Le tableau qui suit présente le nom des candidats à l'élection à titre d'administrateurs de la société, les postes qu'ils occupent actuellement au sein de la société, leurs fonctions principales et le nombre d'actions ordinaires de la société qu'ils détiennent ou à l'égard desquelles ils exercent un contrôle.

Nom, résidence et poste occupé	Administrateur depuis	Occupation principale	Nombre et % d'actions ordinaires détenues en propriété véritable ou sur lesquelles une emprise est exercée, directement ou indirectement ⁽¹⁾
Alexdandre Côté ⁽²⁾ Brossard (QC) Administrateur	21 ^{er} décembre 2020	Directeur général de Hybrid Financial Ltd.	1 425 500 (0,99 %)
Dominique Primeau Sainte-Martine (QC) Administrateur proposé	-	Homme d'affaires	0 (0 %)
Germain Turpin Lac Simon (QC) Administrateur	18 décembre 2019	Administrateur et président – division Eau de la société	28 014 621 (19,41 %)
Michael Pesner ⁽²⁾ Montréal (QC) Administrateur	1 ^{er} mars 2021	Président de Hermitage Canada Finance, Inc., vice-président exécutif de NOVIPRO Inc. et comptable professionnel agréé	343 000 (0,24 %)

Nom, résidence et poste occupé	Administrateur depuis	Occupation principale	Nombre et % d'actions ordinaires détenues en propriété véritable ou sur lesquelles une emprise est exercée, directement ou indirectement ⁽¹⁾
Raimondo Messina ⁽²⁾ Laval (QC) Administrateur	18 novembre 2022	Président et Chef de la direction de Dream Hospitality Group Inc. et comptable professionnel agréé	18 750 000 (13,00 %)
Robert Dunn Montréal (QC) Administrateur	18 décembre 2019	Vice-président du conseil d'administration et vice-président exécutif de HUB International Québec Ltd.	2 776 333 (1,93 %)

Notes:

- (1) Chaque candidat au poste d'administrateur a fourni les informations concernant le nombre d'actions ordinaires sur lesquelles il exerce un contrôle ou une influence.
- (2) Membre du comité d'audit.

Notes Biographiques :

Dominique Primeau, Administrateur proposé

M. Dominique Primeau est un homme d'affaires investi dans plusieurs secteurs d'activités économiques. De la prise de direction de l'épicerie familiale en 1990 il a construit, au fil des décennies, un consortium pour la prochaine génération. De sa vaste expérience d'opérateur dans le secteur de l'alimentation, Dominique sera un atout au sein du conseil d'administration.

Ordonnance, Faillites, Pénalités ou Sanctions

À l'exception de ce qui est mentionné dans les présentes et à la connaissance de la société, aucune des personnes proposées comme candidat à un poste d'administrateur :

- a. n'est, à la date de cette circulaire, ou n'a été, au cours des dix années précédant cette date, administrateur, chef de la direction ou chef des finances d'une société, y compris la société, qui a fait l'objet :
- (i) d'une interdiction d'opérations, d'une ordonnance assimilable à une interdiction d'opérations ou d'une ordonnance qui prive la société visée du droit de se prévaloir d'une dispense prévue par la législation en valeurs mobilières, qui a été en vigueur plus de 30 jours consécutifs, prononcée pendant que le candidat exerçait les fonctions d'administrateur, de chef de la direction ou de chef des finances; ou
 - (ii) d'une interdiction d'opérations, d'une ordonnance assimilable à une interdiction d'opérations ou d'une ordonnance qui prive la société visée du droit de se prévaloir d'une dispense prévue par la législation en valeurs mobilières, qui a été en vigueur plus de 30 jours consécutifs, prononcée après que le candidat a cessé d'exercer les fonctions d'administrateur, de chef de la direction ou de chef des finances et découlant d'un événement survenu pendant qu'il exerçait ces fonctions.
- b. n'est, à la date de la présente circulaire, ou n'a été, au cours des dix années précédant cette date, administrateur ou membre de la haute direction d'une société, y compris la société, qui pendant qu'il exerçait cette fonction, ou dans l'année suivant la cessation de cette fonction a fait faillite, fait une proposition concordataire en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, été poursuivie par ses créanciers, conclu un concordat ou un compromis avec eux, intenté des poursuites contre eux, pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat ou un compromis avec eux, ou

un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic de faillite a été nommé pour détenir ses biens, sous réserve de ce qui suit;

- c. n'a, au cours des dix années précédant la date de cette circulaire, fait faillite, fait une proposition concordataire en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, été poursuivie par ses créanciers, conclu un concordat ou un compromis avec eux, intenté des poursuites contre eux, pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat ou un compromis avec eux, et aucun séquestre, séquestre-gérant ou syndic de faillite n'a été nommé pour détenir ses biens; ou
- d. ne s'est vu imposer toute amende ou sanction par un tribunal en vertu de la législation en valeurs mobilières ou par une autorité en valeurs mobilières ou n'a conclu de règlement à l'amiable avec celle-ci, ou ne s'est vu imposer toute autre amende ou sanction par un tribunal ou par un organisme de réglementation qui serait vraisemblablement considérée comme importante par un porteur raisonnable ayant à décider s'il convient de voter pour un candidat à un poste d'administrateur.

M. Michael Pesner était un administrateur de Quest Rare Minerals Ltd., et le 31 janvier 2017, l'Autorité des marchés financiers a émis une interdiction d'opérations de la direction liée à la non-conformité à certains égards aux normes Instruments Nationaux 51-102 et 43-101, laquelle interdiction d'opérations a été révoquée le 14 mars 2017. Quest Rare Minerals Ltd a déposé un avis d'intention de faire une proposition en vertu de *la Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (Canada). Le 2 mars 2018, le tribunal a approuvé la proposition datée du 3 janvier 2018, telle que modifiée le 11 janvier 2018, qui a été acceptée lors de l'assemblée des créanciers tenue le 24 janvier 2018.

Le 11 janvier 2021, Le Château Inc, une société dont M. Pesner était un membre du conseil d'administration, a reçu une interdiction d'opérations sur titres pour défaut de dépôt, dû au retard dans le dépôt des états financiers intermédiaires non audités, et au rapport de gestion pour les périodes de trois et neuf mois se terminant le 31 octobre 2020. Le 23 octobre 2020, Le Chateau Inc. a déposé une demande en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada). Le 17 décembre 2020, le tribunal a rendu une ordonnance nommant PriceWaterhouseCoopers Inc. comme séquestre d'un nombre limité d'actifs de Le Chateau. Le 25 juin 2021, M. Pesner a démissionné de son poste d'administrateur de Le Chateau Inc. Le 2 septembre 2021, 2175371 Canada Inc, anciennement Le Chateau Inc, a déposé une cession de faillite et PricewaterhouseCoopers Inc. a été nommé syndic de faillite.

M. Pesner était un administrateur de Liquid Nutrition Inc. et a démissionné du conseil d'administration le 5 juin 2015. Le 12 juin 2015, le 24 juin 2015 et le 23 septembre 2015, les commissions des valeurs mobilières des provinces de l'Alberta, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique ont émis des ordonnances d'interdiction d'opérations à l'encontre de Liquid Nutrition Inc. pour défaut de dépôt de ses états financiers et de son rapport de gestion pour la période intermédiaire terminée le 31 mars 2015.

3. Nomination des vérificateurs

MNP s.e.n.c.r.l. srl, société de comptables professionnels agréés (« **MNP** »), agissait en tant que vérificateur de la société depuis 2017 et a été nommée en dernier lieu vérificateur de la société lors de l'assemblée annuelle de la société du 18 novembre 2022. Les actionnaires de la société sont invités à approuver la nomination de MNP à titre de vérificateur de la société jusqu'à la clôture de la prochaine assemblée annuelle des actionnaires moyennant une rémunération fixée par le conseil d'administration de la société.

Cette proposition requiert l'approbation d'une majorité des voix exprimées par les porteurs d'actions ordinaires présents en personne ou représentés par un fondé de pouvoir à l'assemblée.

À moins que la procuration ne le spécifie autrement, les personnes dont les noms apparaissent au formulaire de procuration ont l'intention de voter à l'assemblée POUR la nomination de MNP,

comptables agréés, en tant qu'auditeurs de la société et à autoriser les administrateurs à déterminer leur rémunération.

DÉCLARATION DE LA RÉMUNÉRATION DE LA DIRECTION

L'information contenue ci-après est fournie comme il est exigé dans l'Annexe 51-102A6E – *Déclaration de la rémunération de la haute direction – Émetteurs émergents du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue.*

Pour les besoins de la présente circulaire, les membres de la haute direction visés (« **MHDV** ») de la société désignent, à tout moment au cours du dernier exercice clos, les personnes suivantes :

- (a) le chef de la direction;
- (b) le chef des finances;
- (c) le membre de la haute direction, autre que le chef de la direction et du chef des finances, le mieux rémunéré à la fin du dernier exercice clos dont la rémunération totale était supérieure à 120 000 \$ pour cet exercice;
- (d) chaque personne physique qui serait un membre de la haute direction visé en vertu du paragraphe c) si ce n'était du fait qu'elle n'était pas membre de la haute direction de la société ni n'exerçait de fonctions analogues à la fin du dernier exercice clos.

Objectifs et objets du programme de rémunération

La politique de rémunération des hauts dirigeants de la société est conçue de façon à offrir une rémunération concurrentielle permettant à la société d'attirer et de fidéliser du personnel compétent et de haut calibre. Elle vise à inciter les hauts dirigeants à dépasser les objectifs établis de façon à maximiser le rendement à long terme de l'investissement des actionnaires.

Les objectifs du programme de rémunération des membres de la haute direction de la société sont les suivants:

- attirer, fidéliser et motiver des membres de la haute direction de talent qui contribuent à la création et au maintien de la réussite de la société sur une base continue;
- aligner les intérêts des membres de la haute direction de la société sur ceux des actionnaires de la société; et
- fournir aux membres de la haute direction une rémunération globale concurrentielle avec celle payée par des sociétés de taille comparable exploitant une entreprise similaire dans les régions appropriées.

Dans l'ensemble, le programme de rémunération des MHDV à concevoir des offres globales de rémunération des membres de la haute direction qui correspondent aux offres globales de rémunération offertes aux membres de la haute direction possédant des talents, des compétences et des responsabilités similaires au sein de sociétés possédant des caractéristiques financières, opérationnelles et industrielles similaires. La société est une société d'exploration minière dont les opérations ne généreront pas de revenus importants pendant une période de temps importante. Par conséquent, l'utilisation de normes de rendement traditionnelles, comme la rentabilité de la société, n'est pas considérée appropriée par la société pour fins d'évaluation du rendement des membres de la haute direction.

Le programme de rémunération des membres de la haute direction de la société a été conçu afin de récompenser les membres de la haute direction pour le renforcement des objectifs et des valeurs de la société, pour l'atteinte des objectifs de rendement de la société et pour leur rendement individuel.

Composantes de la rémunération globale

La rémunération globale des hauts dirigeants désignés (les « **hauts dirigeants désignés** ») se compose actuellement de l'un ou plusieurs des éléments suivants :

- a) une compensation monétaire de base concurrentielle par rapport à la médiane du marché de comparaison;
- b) des octrois d'options visant à attirer des employés expérimentés et à les encourager à promouvoir les intérêts et les activités de la société au mieux de leurs connaissances;

Compensation monétaire de base

Le processus de détermination de la rémunération monétaire de base des MHDV prend en considération l'environnement concurrentiel du marché, l'expérience, la performance accomplie ou attendue, et les compétences particulières du MHDV. La compensation monétaire de base n'est pas évaluée en comparaison avec un groupe similaire. Le conseil d'administration se fie sur l'expérience de ses membres pour fixer les montants de la compensation de base.

Compensation avec incitatifs

Les octrois d'options sont utilisés pour attirer et retenir le personnel-clé. Les octrois d'options aux bénéficiaires sont déterminés par le Conseil d'administration sur une base continue basé sur les progrès réalisés par la société.

Tableau sommaire de la rémunération

Le tableau qui suit présente en détail toute la rémunération payée, rendue payable, attribuée, octroyée, donnée ou autrement fournie au cours des deux derniers exercices clos à toutes les personnes agissant en qualité de MHDV et administrateurs de la société pour services rendus ou devant l'être, directement ou indirectement, à la société ou ses filiales. Les montants indiqués comprennent le salaire de base annuel et d'autres formes de rémunération, dont le paiement a été versé ou reporté.

Tableau de la rémunération à l'exception des titres attribués comme rémunération							
Nom et poste	Exercice	Salaire, honoraires de consultation, provision sur honoraires ou commissions (\$)	Prime (\$)	Jetons de présence (\$)	Valeur des avantages indirects (\$)	Valeur de l'ensemble des autres éléments de la rémunération (\$)	Rémunération totale (\$)
Alexandre Côté Administrateur	2022	-	-	10 000	-	-	10 000
	2021	-	-	-	-	-	-
Andrew Lindzon ⁽¹⁾ Ancien président, chef de la direction et administrateur	2022	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
	2021	-	-	-	-	-	-
Germain Turpin ⁽²⁾ Administrateur, Ancien président, chef de la direction et chef des finances	2022	120 000	-	-	-	-	120 000
	2021	196 000	-	-	-	303 394	499 394
Jean Gosselin ⁽³⁾ Chef des finances	2022	84 000	-	-	-	-	84 000
	2021	120 000	-	-	-	13 593	133 593

Michael Pesner Administrateur	2022 2021	- -	- -	10 000 -	- -	- -	10 000 -
Olivier Primeau⁽⁴⁾ Président, chef de la direction et administrateur	2022 2021	- n/a	- n/a	- n/a	- n/a	- n/a	- n/a
Raimondo Messina⁽⁵⁾ Administrateur	2022 2021	- n/a	- n/a	- n/a	- n/a	- n/a	- n/a
Robert Dunn Administrateur	2022 2021	- -	- -	10 000 -	- -	- -	10 000 -

Notes :

- (1) M. Lindzon a remis sa démission comme président et chef de la direction le 18 février 2021.
- (2) M. Turpin a remis sa démission comme président, chef de la direction et chef des finances le 19 septembre 2022. Il demeure un administrateur de la société.
- (3) M. Gosselin a été nommé directeur financier le 25 novembre 2022. Avant d'être nommé directeur financier, il occupait le poste de directeur général de la société depuis le 31 juillet 2020.
- (4) M. Primeau a été nommé président, chef de la direction et administrateur le 19 septembre 2022.
- (5) M. Messina a été nommé administrateur le 18 novembre 2022.

Options sur actions et autres titres attribués comme rémunération

Aucun titre n'a été octroyé ou émis comme rémunération par la société ou ses filiales à un membre de la haute direction visé et administrateur de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Titres attribués comme rémunération							
Nom et poste	Type de titre	Nombre de titres, nombre de titres sous-jacents	Date d'émission ou d'attribution	Prix d'émission, de conversion ou d'exercice ⁽¹⁾ (\$)	Cours de clôture du titre ou du titre sous-jacent à la date d'attribution (\$)	Cours de clôture du titre ou du titre sous-jacent à la fin de l'exercice (\$)	Date d'échéance
n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a

Plans de rémunération à base de titres de participation

La société a établi un régime d'options d'achat d'actions à nombre « variable » jusqu'à 10 % qui a été approuvé par les actionnaires le 7 avril et adopté le 31 juillet 2020 sous l'ancienne dénomination de la société « Dominion Water Reserves Corp. » (le « régime », reproduit à l'Annexe C de la présente circulaire), en vertu duquel des options d'achat d'actions sont octroyées aux administrateurs, dirigeants, employés et consultants de la société, afin d'inciter ceux-ci à contribuer à l'atteinte par la société de son objectif d'accroître la valeur pour ses actionnaires. Le conseil détermine, sur la base des recommandations du comité de rémunération, le cas échéant, quel ou quels membres de la haute direction visés (ou autres personnes) ont droit de participer au régime, le nombre d'options octroyées à chacune de ces personnes, la date à laquelle chaque option est octroyée et le prix d'exercice correspondant.

Le nombre d'actions ainsi mis de côté à des fins d'émission ne doit pas dépasser, sur une base entièrement diluée et à l'intérieur d'une période de 12 mois, 5 % à une personne physique du nombre d'actions émises et en circulation de la société lors de l'octroi, ou 10 % pour les initiés collectivement du nombre d'actions émises et en circulation de la société.

Le nombre total d'options octroyées à un consultant ou à l'ensemble des personnes fournissant des services de relations avec les investisseurs au cours d'une période de 12 mois n'excédera pas 1 % des actions émises et en circulation de la société. Le prix d'exercice de l'option ne doit pas être inférieur à la valeur marchande des actions de la société à la date de son émission.

Au moment de la retraite anticipée, de la démission, de la cessation d'emploi ou de la fin des fonctions d'une personne admissible pour une raison autre qu'un décès ou un motif sérieux, la date d'échéance d'une option que la personne admissible détenait est réputée correspondre à la date d'échéance indiquée sur le certificat d'option du porteur d'options ou à une date tombant 30 jours suivant la cessation d'emploi ou suivant le moment où il a cessé d'occuper un poste ou d'exercer des fonctions, selon la plus rapprochée des deux. Dans le cas d'une personne fournissant des services de relations avec les investisseurs, la date d'échéance d'une option que cette personne détenait est réputée correspondre à la date d'échéance indiquée sur le certificat d'option ou à une date tombant 30 jours suivant le moment où il a cessé d'exercer ses fonctions, selon la plus rapprochée des deux.

Le conseil prend ces décisions sous réserve des dispositions du régime et, le cas échéant, des politiques de la Bourse des valeurs canadiennes (la « **Bourse** »). En vertu du régime, la société peut, de temps à autre, accorder aux administrateurs, dirigeants, employés et consultants admissibles de la société ou d'un employé de la société de gestion, des options visant à acquérir des actions ordinaires de la société dans le nombre, au prix d'exercice et selon les modalités déterminés par le conseil, sous réserve d'une limite de 10 % du total des actions ordinaires émises et en circulation, de temps à autre. Au 31 décembre 2022, la société avait 8 228 066 options sur actions en circulation. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, aucune option sur actions n'a été exercée par un administrateur ou un membre de la haute direction visé de la société.

Contrats d'emploi, de services-conseils et de gestion avec les membres de la haute direction visés

Lors de l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, la société avait un contrat de service-conseil avec M. Germain Turpin, administrateur et ancien président et chef de la direction de la Société (le « **contrat de service-conseil Turpin** »). Le contrat de service-conseil Turpin avait un terme de deux ans qui a expiré le 31 mai 2023. En vertu du contrat de service-conseil Turpin, M. Germain Turpin touchait des honoraires mensuels de 10 000 \$, avec la possibilité de recevoir un bonus annuel discrétionnaire, pour le temps consacré à la fonction de chef de la direction de la société et de ses filiales, avec quatre semaines de congés payés. M. Germain Turpin était également éligible au régime. Le contrat de service-conseil Turpin prévoyait un paiement de 30 000 \$ à M. Turpin si la résiliation survenait dans le cadre d'un changement de contrôle.

Lors de l'exercice se terminant le 31 décembre 2022 et à la date de référence, la société avait un contrat de service-conseil non exclusif avec M. Jean Gosselin, chef des finances de la société (le « **contrat de service-conseil Gosselin** »). En vertu du contrat de service-conseil Gosselin, M. Jean Gosselin touche des honoraires annuels de 108 000 \$, payés par versements mensuels, pour fournir à la société une moyenne de douze jours de services de consultation par mois, avec quatre semaines de congés payés. M. Jean Gosselin est également éligible au régime. Le contrat de service-conseil Gosselin, entré en vigueur le 1^{er} mars 2020 pour une durée initiale de douze mois, est renouvelable automatiquement tous les douze mois. La société peut mettre fin au renouvellement par un avis écrit au plus tard soixante jours avant la fin de la période de douze mois en cours. Le contrat de service-conseil Gosselin prévoit la possibilité, au choix de la société, d'un paiement en lieu et place d'un préavis juste et raisonnable en cas de résiliation sans motif par la société.

La société n'a aucun autre de contrat d'emploi, de services-conseils et de gestion.

Surveillance et description de la rémunération des administrateurs et des MHDV

Membres de la haute direction

Le conseil d'administration analyse les questions ayant trait à la planification des ressources humaines, à la rémunération des membres de la haute direction, des administrateurs et des autres employés, aux programmes incitatifs à court et à long terme, et aux programmes d'avantages sociaux, et de recommander la nomination des membres de la haute direction.

La politique en matière de rémunération vise les principaux objectifs suivants :

- offrir une rémunération globale capable d'attirer et de retenir des membres de la haute direction de qualité, indispensables pour garantir la réalisation des objectifs et la réussite de la société à court et à long terme;
- motiver les membres de la haute direction à atteindre et à dépasser les objectifs de la société et de ses actionnaires.

Rémunération et gestion des risques

Étant donné la taille de la société, le conseil d'administration a pris en compte les conséquences des risques associés à la politique et les pratiques en matière de rémunération de la société, mais a conclu qu'ils n'étaient pas importants.

Aucun des membres de la haute direction et des administrateurs de la société n'est autorisé à acheter des instruments financiers, notamment des contrats à terme de gré à gré variables prépayés, des swaps sur actions, des tunnels de change ou des parts de fonds des changes conçus pour couvrir une diminution de la valeur marchande des titres de capitaux propres qui lui ont été octroyés à titre de rémunération ou qu'il détient, directement ou indirectement, ou pour annuler une telle diminution.

Général

La politique en matière de rémunération a pour premier objectif de récompenser le rendement supérieur obtenu à la fois au moyen de résultats individuels et de résultats d'entreprise et au moyen de la valeur accrue pour les actionnaires. Dans son processus de révision de la rémunération des membres de la haute direction, le conseil d'administration tient compte de divers facteurs qui ne sont pas facilement évaluables, mais qui concernent le rendement individuel, l'expérience, l'intégrité, l'appréciation des pairs et le groupe de comparaison.

Administrateurs

De façon générale, le conseil d'administration détermine le nombre d'options attribuées annuellement aux administrateurs, et ce, sans l'application d'objectifs connus ou mesurés. Des critères tels que le rendement global de la société sont examinés afin de déterminer le nombre d'options à être attribuées aux administrateurs.

Prestations en vertu d'un régime de retraite

La société n'offre pas de régime de retraite à ses MHDV ni à ses administrateurs.

Information sur le régime de rémunération fondé sur des titres de capitaux propres

Catégorie de Régime	Nombre d'actions ordinaires devant être émises lors de l'exercice des options en circulation	Prix d'exercice moyen pondéré des options en circulation	Nombre d'actions ordinaires restant à émettre en vertu de régimes de rémunération fondés sur des titres de capitaux propres ⁽¹⁾
Régime d'options sur actions de la société approuvé par les actionnaires	9 147 066	0,143 \$	4 187 500
Régime d'options devant être approuvé par les actionnaires	-	-	-
Total	9 147 066	0,143 \$	4 187 500

Note :

(1) En date du 31 décembre 2022.

Prêts aux administrateurs et aux membres de la haute direction

En date des présentes, aucun montant n'est dû à la société par un administrateur, membre de la haute direction, employé ou tout ancien administrateur, membre de la haute direction ou employé de la société ou d'une de ses filiales, ou tout candidat à un poste d'administrateur de la société ou associé. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2022, la société n'a octroyé aucun prêt.

Intérêt de personnes informées dans les opérations importantes

À la connaissance de la société, aucun des administrateurs, membre de la haute direction ou candidat à un poste d'administrateur ou tout autre initié de la société ou personne faisant partie du même groupe que ceux-ci ou ayant des liens avec ceux-ci n'a d'intérêt important, direct ou indirect, dans quelque opération que ce soit, ayant été conclue depuis le début du dernier exercice de la société et qui a une incidence importante sur celle-ci, ou dans toute opération projetée qui a ou pourrait avoir un tel effet.

Assurance-responsabilité des administrateurs et dirigeants

La société possède une assurance responsabilité pour ses dirigeants et administrateurs. La police prévoit une couverture de 2,00,000 \$ par période d'assurance et une prime annuelle de 18 732 \$ avec un déductible de 2 500 \$.

INFORMATION SUR LE COMITÉ D'AUDIT

Charte du comité d'audit et de gestion des risques

Le comité d'audit a adopté une charte officielle, dont le texte est reproduit à l'Annexe A de la présente circulaire. La charte du comité d'audit et de gestion des risques énonce le mandat et les responsabilités du comité d'audit, aux termes d'une étude du *Règlement 52-110 sur le comité d'audit* (le « **Règlement 52-110** ») des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et des autres politiques applicables.

Composition du comité d'audit

Nom	Indépendant	Possède des compétences financières
Alexandre Côté	Oui	Oui
Raimondo Messina	Oui	Oui
Michael Pesner (Président)	Oui	Oui

Le comité d'audit se compose de trois administrateurs et les trois sont indépendants, tel que défini dans le Règlement 52-110. Tous les membres du comité possèdent des « compétences financières » et ont la capacité de lire et de comprendre des états financiers.

Formation et expérience pertinentes

La formation et l'expérience de chaque membre du comité d'audit a permis à chacun de remplir ses responsabilités en tant que membre du comité d'audit et a fourni au membre les compétences relatives à la compréhension des principes comptables utilisés par la société pour établir ses états financiers, la capacité d'évaluer de manière générale l'application des principes comptables reliés à la comptabilisation des estimations, des produits à recevoir, des charges à payer et des provisions ainsi que de l'expérience dans l'établissement, l'audit, l'analyse ou l'évaluation d'états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la société, ou une expérience de supervision active de personnes physiques exerçant ces activités et la compréhension du contrôle interne et des procédures de communication de l'information financière.

Encadrement du comité d'audit

En aucun temps depuis le début de l'année financière de la société se terminant le 31 décembre 2022, une recommandation du comité d'audit de nommer ou de rémunérer un auditeur externe, a été refusée par le conseil d'administration.

Utilisation de certaines dispenses

La société ne s'est pas prévaluée, au cours du dernier exercice, de dispenses en vertu de l'article 2.4 du Règlement 52-110 (*Services non liés à l'audit de valeur minime*), ni d'aucune autre dispense, en tout ou en partie, prévue aux parties 6 et 8 du Règlement 52-110, autre que la dispense accordée aux émetteurs émergents en vertu de l'article 6.1 du Règlement 52-110. Toutefois, la société n'a pas à se conformer à la Partie 3 (*Composition du Comité d'Audit*) et 5 (*Obligations de déclaration*) du Règlement 52-110 étant donné que la société est un émetteur émergent tel que défini dans le Règlement 52-110.

Politiques et procédures d'approbation préalable

Le comité d'audit approuve préalablement les modalités de tous les contrats relatifs aux services liés à l'audit ainsi qu'aux autres services devant être rendus par les experts comptables de la société à la société.

La société n'a adopté aucune politique ou procédure spécifique relativement aux services non liés à l'audit, à l'exception de l'approbation au préalable par le comité d'audit.

Honoraires pour les services de l'auditeur externe

Les honoraires facturés à la société par son auditeur externe au cours de chacun des deux derniers exercices se répartissent comme suit :

	2022	2021
Honoraires d'audit ⁽¹⁾	93 000 \$	78 000 \$
Honoraires pour services liés à l'audit ⁽²⁾	5 865 \$	-
Honoraires pour services fiscaux ⁽³⁾	18 000 \$	18 000 \$
Autres honoraires ⁽⁴⁾	9 858 \$	6 720 \$
Total	126 563 \$	102 720 \$

	2022	2021
--	------	------

Notes :

- (1) Les honoraires d'audit comprennent les honoraires pour les services liés à l'audit des états financiers de la société ou les autres services qui sont normalement rendus par l'auditeur externe à l'occasion des dépôts ou de missions prévus par la loi et la réglementation. Ces honoraires comprennent également les honoraires pour les lettres d'accord présumées, les audits légaux, les services d'attestation, les consentements relatifs aux documents déposés auprès des organismes de réglementation et la participation à la préparation et à l'examen de ces documents, de même qu'en rapport avec l'interprétation des normes applicables en matière d'information comptable et financière.
- (2) Les honoraires pour services liés à l'audit comprennent les honoraires pour les services de certification et services connexes rendus par les auditeurs externes de la société. Ces services comprennent également les services de conseil en comptabilité dans le cadre d'opérations d'acquisition ou de dessaisissement de même que l'examen des systèmes de contrôle interne.
- (3) Les honoraires pour services fiscaux comprennent les honoraires pour les services rendus en matière de planification fiscale, lors de restructurations ou au moment d'établir une position fiscale, de même que la préparation et l'examen des déclarations d'impôt et autres de même que d'opinions en matière de fiscalité.
- (4) Frais administratifs.

CONTRATS DE GESTION

La société n'a conclu aucune convention de gestion au cours du dernier exercice terminé et aucun accord antérieur de même nature n'était encore en vigueur.

DIVULGATION DE LA DIVERSITÉ EN VERTU DE LA LOI CANADIENNE SUR LES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

La société est une petite entreprise qui ne compte aucun employé et un nombre limité d'administrateurs et de dirigeants. Pour ces raisons, la société a décidé de ne pas adopter de politiques et d'objectifs officiels relatifs à la diversité des sexes ou à la représentation des groupes désignés (c'est-à-dire les personnes autochtones, les personnes se handicapées et les membres des minorités visibles) parmi les membres de son conseil et de sa haute direction.

Cependant, la société considère et évalue sérieusement la diversité lors de l'identification et de la nomination des candidats au Conseil d'administration et lors de la nomination des cadres supérieurs en évaluant soigneusement les qualifications et aptitudes professionnelles, les personnalités et autres qualifications de chaque candidat, en fonction des besoins *ad hoc* de la société.

Présentement, aucun administrateur ou haut dirigeant n'est considéré comme un membre d'un groupe désigné au sens de la LCSA. Les membres du conseil sont élus pour une période d'un an et restent en fonction jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires, date à laquelle leur mandat prend fin.

AUTRES SUJETS TRAITÉS LORS DE L'ASSEMBLÉE

APPROBATION DU RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS À NOMBRE « VARIABLE »

Le 31 juillet 2020, la société a établi un régime d'options d'achat d'actions à nombre « variable » jusqu'à 10 %, reproduit à l'Annexe C de la présente circulaire. Les principales modalités du régime sont décrites à la rubrique « Plans de rémunération à base de titres de participation » de la présente circulaire. En vertu du régime, des options d'achat d'actions sont octroyées aux administrateurs, dirigeants, employés ou consultants de la société, afin d'inciter ceux-ci à œuvrer pour que la société atteigne son objectif d'accroissement de la valeur actionnariale. Le conseil détermine, sur la base des recommandations du comité de rémunération, le cas échéant, quel ou quels membres de la haute direction visés (ou autres personnes) ont droit de participer au régime, le nombre d'options octroyées à chacune de ces personnes, la date à laquelle chaque option est octroyée et le prix d'exercice correspondant. Le nombre d'actions ainsi mis de côté à des fins d'émission ne doit pas dépasser, sur une base entièrement diluée et à l'intérieur d'une période de 12 mois, 5 % à une personne

physique du nombre d'actions émises et en circulation de la société lors de l'octroi, ou 10 % pour les initiés collectivement du nombre d'actions émises et en circulation de la société.

Ainsi, le nombre d'actions ordinaires qui peut être réservé en vertu du régime d'options d'achat d'actions augmente ou diminue automatiquement en fonction de l'augmentation ou de la diminution du nombre d'actions ordinaires émises et en circulation de la société. Il s'agit d'un régime d'options d'achat d'actions « à nombre variable ». En vertu des règles de la Bourse, un régime d'options d'achat d'actions « à nombre variable » doit être approuvé tous les trois ans par les actionnaires. En conséquence, les actionnaires seront invités à approuver la résolution ordinaire (la « résolution du régime ») énoncée au paragraphe suivant. Après adoption de la résolution du régime et conformément aux politiques de la Bourse, les actionnaires seront invités à approuver une nouvelle prorogation du régime au plus tard le 15 août 2026 afin que celui-ci reste en vigueur au-delà de cette date, si la société décide de proroger le plan à cette période.

A la date de référence, 5 000 000 options sur la limite de 10 % (représentant 14 417 746 options à la date de référence) ont été octroyées dans le cadre du régime, ce qui laisse les 9 417 746 options non attribuées disponibles pour l'attribution. Ce nombre d'options non attribuées augmentera ou diminuera automatiquement à l'expiration, à l'annulation ou à l'exercice des options en circulation.

Pour être adoptée, la résolution du régime doit être approuvée à la majorité des voix exprimées par les actionnaires présents en personne ou représentés par procuration à l'assemblée.

« IL EST RÉSOLU comme une résolution ordinaire des actionnaires de la société que :

1. *le régime d'options d'achat d'actions, tel que décrit à Annexe C de la présente circulaire, soit et est par la présente approuvé et confirmé;*
2. *tout administrateur ou dirigeant de la société est autorisé à signer (sous le sceau de la société ou autrement) et remettre tous les documents et à faire tous les autres actes que cet administrateur ou dirigeant peut juger nécessaire ou souhaitable pour donner effet à la véritable intention de cette résolution. »*

Les personnes nommées dans le formulaire de procuration ci-joint voteront POUR la résolution du régime, à moins que l'actionnaire n'ait indiqué dans sa procuration son intention de voter contre celle-ci.

PRATIQUES DE RÉGIE D'ENTREPRISE

Le conseil d'administration estime que des pratiques de régie d'entreprise bien établies sont importantes pour assurer que les activités de la société soient menées de manière efficace et que la société soit gérée de manière à accroître la valeur pour les actionnaires. Le conseil d'administration a la responsabilité de s'assurer que la société règle tous les problèmes concernant la régie d'entreprise conformément aux lignes directrices en matière de gouvernance énoncées dans *l'Instruction générale 58-201 relative à la gouvernance* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Les pratiques adoptées par la société en matière de gouvernance, conformément au *Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance*, sont décrites à l'Annexe B des de la présente circulaire sous la forme prescrite à l'Annexe 58-101A2.

INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE

D'autres renseignements concernant la société peuvent être obtenus sur le site SEDAR, à l'adresse www.sedar.com. L'information financière de la société figure dans ses états financiers et son rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2022. Des exemplaires de ces documents peuvent être obtenus en

s'adressant au 1188, Ave. Union, bureau 609, Montréal (Québec) H3B 0E5. La société peut demander le paiement de frais raisonnables lorsque la demande est faite par une personne qui n'est pas actionnaire.

APPROBATION DE LA CIRCULAIRE

Le conseil d'administration de la société a approuvé le contenu de la présente circulaire de la direction ainsi que son envoi aux actionnaires.

Montréal (Québec), le 11 juillet 2023.

PRIME DRINK GROUP CORP.

Par : (s) Olivier Primeau
Olivier Primeau, président et chef de la direction

ANNEXE A

AUDIT COMMITTEE CHARTER

PRIME DRINK GROUP CORP. (the “Corporation”)

This Charter was adopted in conformity with *National Instrument 52-110 on the Audit Committee* (“NI-52-110”). The Audit Committee Charter sets out the mandate and responsibilities of the Audit Committee (hereinafter described as the “Audit Committee” or the “Committee”) and describes the qualifications and status required to become a member. The Committee reviews its charter periodically and, as required, makes recommendations to the Board of Directors (hereinafter described as the “Board of Directors” or the “Board”) as to any changes to be made.

1. OVERALL PURPOSE - ROLE OF AUDIT COMMITTEE

The Committee is a committee of the Board to whom the Board has delegated the responsibility of reviewing the financial reporting process. The Audit Committee has a general mandate to assist the Board in fulfilling its responsibilities with regard to the financial information of the Corporation and its accounting practices, mainly in the process of reporting and disclosure. In this context, the Committee:

- ensures the reliability and the integrity of the Corporation’s financial statements and financial information, as well as other information made public by the Corporation;
- supervises the management of accounting systems and internal controls;
- assists in ensuring proper communications between the directors and the external auditors;
- supports the independence of the external auditors;
- supports the duties of the external directors in facilitating in-depth discussions between the directors members of the Audit Committee, Management and the external auditors;
- supervises the activities of the external auditors appointed to carry out an audit or to perform other related services; and
- recommends to the Board the appointment of the external auditors and their remuneration.

The Committee has the authority to examine and make recommendations on any question brought to its attention. The Committee, in carrying out this mandate, has access, upon request, to all relevant information concerning the Corporation’s operations, whether this information is in the hands of the Corporation, a subsidiary or a related person.

The Committee may, at his own discretion, use the services of outside consultants.

2. COMMITTEE RESPONSIBILITIES - AUDIT

In general, the Committee’s mandate is to supervise the reporting and disclosure processes of the Corporation and to report on its activities to the Board.

The Committee must ascertain that adequate procedures are in place to review the public disclosure by the Corporation of financial information extracted or derived from its financial statements and must periodically assess the adequacy of these procedures.

The Committee must establish procedures for the receipt, retention and treatment of complaints received by the Corporation regarding accounting, internal accounting controls, or auditing matters; and the confidential, anonymous submission by employees of the Corporation, if any, of concerns regarding questionable accounting or auditing matters.

And, more particularly,

2.1 **Financial Statements, Notes, Management Reports and Press Releases**

- 2.1.1 The Committee examines the interim financial statements and the audited financial statements at year-end before making them public, as well as the documents prepared for electronic deposit with regulatory authorities. The Committee may make whatever changes it deems necessary to the financial statements. Otherwise, the Committee recommends the approval of these financial statements by the Board.
- 2.1.2 The Committee examines the notes to the financial statements and all management reports accompanying the financial statements distributed to the shareholders and/or to the regulatory authorities, as well as press releases issued along with the financial statements, notes and related comments. The Committee makes all the modifications deemed necessary to these documents. Otherwise, it recommends the approval of these documents by the Board.

2.2 **External Auditors**

- 2.2.1 The Committee makes recommendations to the Board with regard to the selection of external auditors, their remuneration and their reappointment, as the case may be. It reviews the audit plan with the external auditors and defines the specific needs of the Committee. The Committee receives the auditors' report with the accompanying notes.
- 2.2.2 The Committee meets with the external auditors before the beginning of their mandate and, at this meeting, examines and approves the scope of the audit plan as well as the audit fees allocated to the work to be done.
- 2.2.3 At that time, the Committee analyzes the external auditors' independence, reviews services other than audit services to be performed by the external auditors and determines if the nature and extent of these services may or may not be prejudicial to their independence. The Committee reviews and approves the hiring policies regarding partners, employees and former partners and employees of the present and former external auditors of the Corporation.
- 2.2.4 The Committee also meets with the external auditors at the meeting planned for the examination of the year-end audited financial statements and, on this occasion, receives the post-audit report that will mainly deal with:
- The acceptability and quality of the Corporation's accounting principles;
 - The quality of the accounting systems and internal controls put in place by Management to ensure the integrity of the accounting and financial

information;

- The recommendations made by the auditors to Management with respect to the accounting systems and internal controls, and Management's response thereto;
- The assessment of the measures put in place to deal with the risks faced by the Corporation when, in the auditors' opinion, certain factors could have a material impact on the results of the Corporation; and
- The difficulties encountered by the external auditors in the course of their mandate, in particular any restrictions imposed by Management or serious accounting questions over which they disagreed with Management.

2.2.5 At these meetings, the Audit Committee may meet with the auditors, out of the presence of the Corporation's Management and the internal directors. In fact, the Committee has direct access to the external auditors and Management and may hold private and informal discussions with each of the parties, whenever deemed opportune in carrying out their mandate.

2.2.6 Also, the Management of the Corporation and the external auditors may, if necessary, ask to meet the members of the Committee to review with them all transactions, procedures or other questions which, in their opinion, are relevant to the mandate of the Committee.

2.2.7 The Audit Committee must approve, in advance, all the services that are not related to the audit that the external auditors do for the Corporation and its subsidiaries.

2.2.8 The Committee examines the conditions of the mandate of the external auditors and verifies that the fees are appropriate and reasonable for the audit and approves unpaid fees.

2.2.9 The Committee is in charge of resolving disagreements between the management of the Corporation and the external auditors concerning the financial reporting.

3. RESPONSIBILITIES OF THE COMMITTEE - CONFLICTS OF INTEREST

Every year or more often, as required, the Committee examines:

- 3.1 Any situation that has been brought to its attention that may cause a conflict of interest and, more particularly, the approval of the financial conditions applicable within the framework of contracts with persons or companies related to or affiliated with the Corporation, to ensure that these contracts are as advantageous to the Corporation as if they had been negotiated with other parties.
- 3.2 Any eventual violation of a contract that is brought to its attention and which could have an impact on the financial statements.

4. APPOINTMENT OF AUDITORS - OTHER RESOURCES

In performing its duties, the Committee may hire all necessary resources.

Each year, after having verified the qualifications of the incumbent or potential auditors, the Committee must recommend to the Board the appointment of external auditors. At its first meeting of the year in March, the Committee must consider whether it is appropriate, for the next fiscal year, to proceed with a call for tenders from various auditing firms or to renew the mandate of the auditors in place.

If Management proposes a change of external auditors, the Committee must be informed of the reasons for such a change and, in all cases, approve the information to be made public in accordance with the regulations.

5. COMPOSITION

The Audit Committee consists of a minimum of three directors appointed by the Board at the first meeting following the annual general meeting of the shareholders.

The members of the Committee are in majority independent directors, as defined in Rule 52-110. All members of the Committee are financially literate.

At least one (1) member of the Committee shall have accounting or related financial management expertise. All members of the Committee that are not financially literate will work towards becoming financially literate to obtain a working familiarity with basic finance and accounting practices.

For the purposes of this Charter, the definition of “financially literate” is the ability to read and understand a set of financial statements that present a breadth and level of complexity of accounting issues that are generally comparable to the breadth and complexity of the issues that can presumably be expected to be raised by the Corporation’s financial statements.

6. CHAIRMAN OF THE COMMITTEE

The Chairman of the Committee is selected by the members of the Committee unless he is appointed by the Board; in the case of absence, unavailability or if he vacates his post, the chairmanship will be assumed by a member chosen by the Committee.

7. NUMBER OF MEETINGS

The Committee will meet at least four (4) times per year or more, if necessary. Meetings can be held by conference call.

A member of the Committee may convene a special meeting.

8. ORGANIZATION

The Committee appoints a Secretary.

Before each Committee meeting, the Secretary distributes a written agenda to the members. The Secretary will also maintain minutes of each meeting.

9. QUORUM AND DECISIONS

A majority of Committee members shall constitute a quorum.

Provided there is a quorum, decisions are made by a vote of the majority of the members present.

10. REPORT

The Committee reports to the Board of Directors. The minutes of a Committee meeting constitute a report in itself.

ANNEXE B

PRATIQUES EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE

PRIME DRINK GROUP CORP.
(la « société »)

Le conseil d'administration a soigneusement examiné les lignes directrices en matière de gouvernance énoncées dans l'*Instruction générale 58-201 relative à la gouvernance*. Une description des pratiques en matière de gouvernance de la société est présentée ci-dessous conformément aux exigences du *Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance* (le « **Règlement 58-101** ») des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Conseil d'administration

Le conseil d'administration délègue à la direction la responsabilité de développer ces stratégies et se rend responsable d'approuver les stratégies adoptées. Outre les questions qui doivent, conformément à la loi, être approuvées par le conseil, la direction est tenue de demander l'approbation du conseil à l'égard des acquisitions, dispositions et dépenses en capital importantes. Les autres questions d'intérêt stratégique pour la société ou les questions qui ont des répercussions importantes sur les activités de la société sont portées à l'attention du conseil pour que celui-ci les examine, les commente et les approuve.

Le conseil d'administration supervise l'identification des principaux risques associés à l'entreprise de la société et la mise en œuvre par la direction de systèmes appropriés de gestion de ces risques. Le conseil d'administration examine les questions de structure organisationnelle telle que la planification de la relève. En raison de la stabilité de la direction actuelle, leur vaste expérience et le peu de roulement, le conseil d'administration ne considère pas comme critique à ce moment la planification de la relève.

Les administrateurs suivants sont « indépendants » au sens du Règlement 58-101 puisqu'ils n'ont aucun intérêt ni aucune relation, y compris des relations d'affaires, qui soient susceptibles de nuire de façon importante à leur capacité d'agir au mieux des intérêts de la société, ou qui soient raisonnablement susceptibles d'être perçues comme ayant cet effet, à l'exception des intérêts et des relations découlant de l'actionnariat : Michael Pesner, Robert Dunn, Alexandre Côté, Germain Turpin et Raimondo Messina.

Les administrateurs indépendants tiennent des réunions hors la présence de l'administrateur non indépendant et des membres de la direction.

Mandats d'administrateurs

Le tableau ci-dessous présente les administrateurs de la Société qui sont actuellement administrateurs d'autres émetteurs assujettis.

Nom de l'administrateur	Nom de l'émetteur assujetti	Nom de la bourse
Robert Dunn	Diagnos Inc.	Bourse de croissance TSX
Michael Pesner	Wallbridge Mining Company Limited	Bourse de Toronto

Orientation et formation continue

Le conseil d'administration prend les mesures suivantes afin d'assurer que tous les nouveaux administrateurs reçoivent une formation à l'égard du rôle du conseil, de ses comités et de ses administrateurs ainsi qu'à l'égard de la nature des opérations de la société.

Des rapports et autres documents portant sur les affaires et activités de la société sont remis aux nouveaux administrateurs.

L'orientation et la formation des administrateurs sont des processus continus. Les discussions informelles entre les membres du conseil et la direction sont encouragées, en plus des présentations formelles préparées par la direction et des visites n'ont pas été organisées sur les propriétés de la société.

Éthique commerciale

La société est déterminée à promouvoir l'intégrité et à faire preuve d'une éthique exemplaire dans la conduite de toutes ses activités.

Tous les administrateurs, dirigeants et employés de la société ont l'obligation d'accomplir leurs devoirs et d'assumer leurs responsabilités dans le meilleur intérêt de celle-ci. La société s'attend à ce que tous ses administrateurs se conforment aux lois et aux règlements régissant sa conduite.

Dans l'éventualité où un membre du conseil d'administration est susceptible de posséder un intérêt matériel à l'égard d'une transaction ou d'un contrat éventuel de la société, le comité d'audit doit être informé de la nature de l'intérêt matériel soulevé. La situation est par la suite soumise au conseil d'administration, qui peut entreprendre toute mesure jugée nécessaire dans le but de maintenir l'indépendance et l'intégrité du conseil. Le membre qui possède un intérêt matériel doit s'abstenir de voter sur la question.

Nomination des administrateurs

Le conseil d'administration de la société croit que selon la taille et la nature de la société, sa taille actuelle est efficace et appropriée.

Le président du conseil d'administration et le président de la société recherchent des candidats qui pourront être considérés à l'élection des administrateurs. Ces nominations sont assujetties à l'examen et à l'approbation du conseil d'administration.

Toute nouvelle personne nommée au conseil doit avoir des antécédents favorables en gestion générale des affaires, une expertise particulière dans des domaines d'intérêt stratégique pour la société, la capacité de consacrer le temps nécessaire et la volonté de siéger en tant qu'administrateur.

Les nouveaux candidats au poste d'administrateur sont évalués avec soin quant à leurs qualifications et aptitudes professionnelles, personnalités et autres qualifications, y compris la disponibilité que le candidat est en mesure de consacrer à cette tâche, le tout en fonction des besoins de la société.

Rémunération

Le conseil n'a pas de comité de rémunération. La taille actuelle du conseil permet à l'ensemble du conseil d'assumer la responsabilité de l'examen de la rémunération des dirigeants et des administrateurs de la

société. À l'exception de l'émission d'options d'achat d'actions incitatives de temps à autre, la société ne rémunère pas ses administrateurs pour leur capacité en tant que tels.

Pour établir la rémunération des administrateurs et du chef de la direction, le conseil d'administration tient compte, notamment, de l'apport de chaque personne à la société, des ressources financières dont dispose la société et la rémunération que touchent des personnes occupant des fonctions similaires dans des sociétés canadiennes comparables. Durant l'exercice financier clos le 31 décembre 2022, les administrateurs de la société n'ont touché aucune rémunération en espèces pour leurs services rendus en cette qualité, à l'exception d'Alexandre Côté, de Michael Pesner et de Robert Dunn, qui ont touché 10 000\$ de jetons de présence, pour un montant total de 30 000\$.

Autres comités du Conseil

Outre le comité d'audit, le conseil d'administration n'a aucun autre comité permanent.

Évaluation

Aucune mesure formelle n'est en place ; toutefois, les performances sont examinées de manière informelle. Le conseil estime que sa petite taille facilite les discussions informelles et l'évaluation des contributions des membres dans ce cadre.

ANNEXE C

DOMINION WATER RESERVES CORP.

STOCK OPTION PLAN

DATED FOR REFERENCE JULY 31, 2020

STOCK OPTION PLAN

DEFINITIONS AND INTERPRETATION

Definitions

As used herein, unless there is something in the subject matter or context inconsistent therewith, the following terms shall have the meanings set forth below:

“**Administrator**” means such Executive or Employee of the Company as may be designated as Administrator by the Committee from time to time, or, if no such person is appointed, the Committee itself.

“**Associate**” means, where used to indicate a relationship with any person:

any relative, including the spouse of that person or a relative of that person's spouse, where the relative has the same home as the person;

any partner, other than a limited partner, of that person;

any trust or estate in which such person has a substantial beneficial interest or as to which such person serves as trustee or in a similar capacity; and

any corporation of which such person beneficially owns or controls, directly or indirectly, voting securities carrying more than 10% of the voting rights attached to all outstanding voting securities of the corporation.

“**Black-Out**” means a restriction imposed by the Company on all or any of its directors, officers, employees, insiders or persons in a special relationship whereby they are to refrain from trading in the Company's securities until the restriction has been lifted by the Company.

“**Board**” means the board of directors of the Company.

“**CSE**” means the Canadian Securities Exchange.

“**Change of Control**” means an occurrence when either:

a Person or Entity, other than the current “control person” of the Company (as that term is defined in the *Securities Act*), becomes a “control person” of the Company; or

a majority of the directors elected at any annual or extraordinary general meeting of shareholders of the Company are not individuals nominated by the Company's then-incumbent Board.

“**Committee**” means a committee of the Board to which the responsibility of approving the grant of stock options has been delegated, or if no such committee is appointed, the Board itself.

“**Company**” means DOMINION WATER RESERVES CORP.;

“Consultant” means an individual who:

is engaged to provide, on an ongoing bona fide basis, consulting, technical, management or other services to the Company or any Subsidiary other than services provided in relation to a “distribution” (as that term is described in the *Securities Act*);

provides the services under a written contract between the Company or any Subsidiary and the individual or a Consultant Entity (as defined in clause (h)(v) below);

in the reasonable opinion of the Company, spends or will spend a significant amount of time and attention on the affairs and business of the Company or any Subsidiary; and

has a relationship with the Company or any Subsidiary that enables the individual to be knowledgeable about the business and affairs of the Company or is otherwise permitted by applicable Regulatory Rules to be granted Options as a Consultant or as an equivalent thereof,

and includes:

- (i) a corporation of which the individual is an employee or shareholder or a partnership of which the individual is an employee or partner (a **“Consultant Entity”**); or

an RRSP or RRIF established by or for the individual under which he or she is the beneficiary.

“Disability” means a medically determinable physical or mental impairment expected to result in death or to last for a continuous period of not less than 12 months, and which causes an individual to be unable to engage in any substantial gainful activity, or any other condition of impairment which cannot be accommodated under applicable human rights laws without imposing undue hardship on the Company or any Subsidiary employing or engaging the Person, that the Committee, acting reasonably, determines constitutes a disability.

“Employee” means:

an individual who works full-time or part-time for the Company or any Subsidiary and such other individual as may, from time to time, be permitted by applicable Regulatory Rules to be granted Options as an employee or as an equivalent thereto; or

an individual who works for the Company or any Subsidiary either full-time or on a continuing and regular basis for a minimum amount of time per week providing services normally provided by an employee and who is subject to the same control and direction by the Company or any Subsidiary over the details and methods of work as an employee of the Company or any Subsidiary, but for whom income tax deductions are not made at source,

and includes:

(i) a corporation wholly-owned by such individual; and

any RRSP or RRIF established by or for such individual under which he or she is the beneficiary.

“**Exchange**” means the stock exchange upon which the Company’s shares principally trade.

“**Executive**” means an individual who is a director or officer of the Company or a Subsidiary, and includes:

a corporation wholly-owned by such individual; and

any RRSP or RRIF established by or for such individual under which he or she is the beneficiary.

“**Exercise Notice**” means the written notice of the exercise of an Option, in the form set out as Schedule B hereto, or by written notice in the case of uncertificated Shares, duly executed by the Option Holder.

“**Exercise Period**” means the period during which a particular Option may be exercised and is the period from and including the Grant Date through to and including the Expiry Time on the Expiry Date provided, however, that the Option has Vested pursuant to the terms and conditions of this Plan and any additional terms and conditions imposed by the Committee, and that no Option can be exercised unless and until all necessary Regulatory Approvals have been obtained.

“**Exercise Price**” means the price at which an Option is exercisable as determined in accordance with section 5.3.

“**Expiry Date**” means the date the Option expires as set out in the Option Certificate or as otherwise determined in accordance with sections 5.4, 6.2, 6.3, 6.4 or 11.4.

“**Expiry Time**” means the time the Option expires on the Expiry Date, which is 4:00 p.m. local time in Vancouver, British Columbia on the Expiry Date.

“**Grant Date**” means the date on which the Committee grants a particular Option, which is the date the Option comes into effect provided however that no Option can be exercised unless and until all necessary Regulatory Approvals have been obtained.

“**Insider**” means an insider as that term is defined in the *Securities Act*.

“**Investor Relations Activities**” means any activities, by or on behalf of the Company or shareholder of the Company, that promote or reasonably could be expected to promote the purchase or sale of securities of the Company, but does not include:

the dissemination of information provided, or records prepared, in the ordinary course of business of the Company

to promote the sale of products or services of the Company, or
to raise public awareness of the Company,

that cannot reasonably be considered to promote the purchase or sale of securities of the Company;
activities or communications necessary to comply with the requirements of:

applicable securities laws;
Exchange requirements or the by-laws, rules or other regulatory instruments of any other self-regulatory body or exchange having jurisdiction over the Company;
communications by a publisher of, or writer for, a newspaper, magazine or business or financial publication, that is of general and regular paid circulation, distributed only to subscribers to it for value or to purchasers of it, if:

the communication is only through the newspaper, magazine or publication, and the publisher or writer receives no commission or other consideration other than for acting in the capacity of publisher or writer; or
activities or communications that may be otherwise specified by the Exchange.

“Market Value” means the market value of the Shares as determined in accordance with section 5.3.

“NI 45-106” means National Instrument 45-106—*Prospectus Exemptions*.

“Option” means an incentive share purchase option granted pursuant to this Plan entitling the Option Holder to purchase Shares of the Company.

“Option Certificate” means the certificate, in substantially the form set out as Schedule A hereto, evidencing the Option.

“Option Holder” means a Person or Entity who holds an unexercised and unexpired Option or, where applicable, the Personal Representative of such person.

“Outstanding Issue” means the number of Shares that are outstanding (on a non-diluted basis) immediately prior to the Share issuance or grant of Option in question.

“Person or Entity” means an individual, natural person, corporation, government or political subdivision or agency of a government, and where two or more persons act as a partnership, limited partnership, syndicate or other group for the purpose of acquiring, holding or disposing of securities of an issuer, such partnership, limited partnership, syndicate or group shall be deemed to be a Person or Entity.

“Personal Representative” means:

in the case of a deceased Option Holder, the executor or administrator of the deceased duly appointed by a court or public authority having jurisdiction to do so; and

in the case of an Option Holder who for any reason is unable to manage his or her affairs, the person entitled by law to act on behalf of such Option Holder.

“Plan” means this stock option plan as from time to time amended.

“**Pre-Existing Options**” has the meaning ascribed thereto in section 4.1.

“**Regulatory Approvals**” means any necessary approvals of the Regulatory Authorities as may be required from time to time for the implementation, operation or amendment of this Plan or for the Options granted from time to time hereunder.

“**Regulatory Authorities**” means all organized trading facilities on which the Shares are listed, and all securities commissions or similar securities regulatory bodies having jurisdiction over the Company, this Plan or the Options granted from time to time hereunder.

“**Regulatory Rules**” means all corporate and securities laws, regulations, rules, policies, notices, instruments and other orders of any kind whatsoever which may, from time to time, apply to the implementation, operation or amendment of this Plan or the Options granted from time to time hereunder including, without limitation, those of the applicable Regulatory Authorities.

“**Related Entity**” means a Person that is controlled by the Company. For the purposes of this Plan, a Person (first person) is considered to control another Person (second person) if the first Person, directly or indirectly, has the power to direct the management and policies of the second person by virtue of

ownership of or direction over voting securities in the second Person,

a written agreement or indenture,

being the general partner or controlling the general partner of the second Person, or

being a trustee of the second Person.

“**Related Person**” means:

a Related Entity of the Company;

a partner, director or officer of the Company or Related Entity;

a promoter of or Person who performs Investor Relations Activities for the Company or Related Entity; and

any Person that beneficially owns, either directly or indirectly, or exercises voting control or direction over at least 10% of the total voting rights attached to all voting securities of the Company or Related Entity.

“**Securities Act**” means the *Securities Act* (British Columbia), RSBC 1996, c.418 as from time to time amended.

“**Share**” or “**Shares**” means, as the case may be, one or more common shares without par value in the capital stock of the Company.

“**Subsidiary**” means a wholly-owned or controlled subsidiary corporation of the Company.

“Triggering Event” means:

the proposed dissolution, liquidation or wind-up of the Company;

a proposed merger, amalgamation, arrangement or reorganization of the Company with one or more corporations as a result of which, immediately following such event, the shareholders of the Company as a group, as they were immediately prior to such event, are expected to hold less than a majority of the outstanding capital stock of the surviving corporation;

the proposed acquisition of all or substantially all of the issued and outstanding shares of the Company by one or more Persons or Entities;

a proposed Change of Control of the Company;

the proposed sale or other disposition of all or substantially all of the assets of the Company;
or

a proposed material alteration of the capital structure of the Company which, in the opinion of the Committee, is of such a nature that it is not practical or feasible to make adjustments to this Plan or to the Options granted hereunder to permit the Plan and Options granted hereunder to stay in effect.

“Vest”, “Vesting” or “Vested” means that a portion of the Option granted to the Option Holder which is available to be exercised by the Option Holder at any time and from time to time.

Choice of Law

The Plan is established under, and the provisions of the Plan shall be subject to and interpreted and construed solely in accordance with, the laws of the Province of British Columbia and the laws of Canada applicable therein without giving effect to the conflicts of laws principles thereof and without reference to the laws of any other jurisdiction. The Company and each Option Holder hereby attorns to the jurisdiction of the Courts of British Columbia.

Headings

The headings used herein are for convenience only and are not to affect the interpretation of the Plan.

GRANT OF OPTIONS

Grant of Options

The Committee shall, from time to time in its sole discretion, grant Options to such Persons or Entities and on such terms and conditions as are permitted under this Plan.

Record of Option Grants

The Committee shall be responsible to maintain a record of all Options granted under this Plan and such record shall contain, in respect of each Option:

the name and address of the Option Holder;

the category (Executive, Employee or Consultant) under which the Option was granted to him, her or it;

the Grant Date and Expiry Date of the Option;

the number of Shares which may be acquired on the exercise of the Option and the Exercise Price of the Option;

the vesting and other additional terms, if any, attached to the Option; and

the particulars of each and every time the Option is exercised.

Effect of Plan

All Options granted pursuant to the Plan shall be subject to the terms and conditions of the Plan notwithstanding the fact that the Option Certificates issued in respect thereof do not expressly contain such terms and conditions but instead incorporate them by reference to the Plan. The Option Certificates will be issued for convenience only and in the case of a dispute with regard to any matter in respect thereof, the provisions of the Plan and the records of the Company shall prevail over the terms and conditions in the Option Certificate, save and except as noted below. Each Option will also be subject to, in addition to the provisions of the Plan, the terms and conditions contained in the schedules, if any, attached to the Option Certificate for such Option. Should the terms and conditions contained in such schedules be inconsistent with the provisions of the Plan, such terms and conditions will supersede the provisions of the Plan.

Hold Period

Pursuant to Exchange Policies, where a hold period is applicable, the Option Certificate will include a legend stipulating that the Option is and the Shares upon the exercise of the Option are subject to a four-month hold period commencing on the date of distribution of the Option.

PURPOSE AND PARTICIPATION

Purpose of Plan

The purpose of the Plan is to provide the Company with a share-related mechanism to attract, retain and motivate qualified Executives, Employees and Consultants to contribute toward the long term goals of the Company, and to encourage such individuals to acquire Shares of the Company as long term investments.

Participation in Plan

The Committee shall, from time to time and in its sole discretion, determine those Executives, Employees and Consultants to whom Options are to be granted.

Limits on Option Grants

The Company shall only grant Options under this Plan in accordance with Section 10 hereof and, for greater certainty, may not grant any Options under this Plan unless an exemption under NI 45-106 is available. Section 2.24 of NI 45-106 shall not apply to the Plan and all Options granted thereunder to any Employees or Consultants who are engaged in Investor Relations Activities for the Company, any associated Consultant, any executive officer of the Company, any director of the Company or any permitted assign of those Persons if, after the grant:

the number of securities, calculated on a fully diluted basis, reserved for issuance under options granted to

Related Persons, exceeds 10% of the outstanding securities of the Company, or

a Related Person, exceeds 5% of the outstanding securities of the Company, or

the number of securities, calculated on a fully diluted basis, issued within 12 months to

Related Persons, exceeds 10% of the outstanding securities of the Company, or

a Related Person and the associates of the Related Person, exceeds 5% of the outstanding securities of the Company;

unless the Company obtains security holder approval in accordance with the Regulatory Rules, including the requirements under NI 45-106.

Limits on Option Grants for Investor Relations Activities

The maximum number of Options which may be granted within an 12 month period to Employees or Consultants engaged in Investor Relations Activities must not exceed 1% of the Outstanding Issue.

Notification of Grant

Following the granting of an Option, the Administrator shall, within a reasonable period of time, notify the Option Holder in writing of the grant and shall enclose with such notice the Option Certificate representing the Option so granted. In no case will the Company be required to deliver an Option Certificate to an Option Holder until such time as the Company has obtained all necessary Regulatory Approvals for the grant of the Option.

Copy of Plan

Each Option Holder, concurrently with the notice of the grant of the Option, shall be provided with a copy of the Plan. A copy of any amendment to the Plan shall be promptly provided by the Administrator to each Option Holder.

Limitation on Service

The Plan does not give any Option Holder that is an Executive the right to serve or continue to serve as an Executive of the Company or any Subsidiary, nor does it give any Option Holder that is an Employee or Consultant the right to be or to continue to be employed or engaged by the Company or any Subsidiary.

No Obligation to Exercise

Option Holders shall be under no obligation to exercise Options.

Agreement

The Company and every Option Holder granted an Option hereunder shall be bound by and subject to the terms and conditions of this Plan. By accepting an Option granted hereunder, the Option Holder has expressly agreed with the Company to be bound by the terms and conditions of this Plan. In the event that the Option Holder receives his, her or its Options pursuant to an oral or written agreement with the Company or a Subsidiary, whether such agreement is an employment agreement, consulting agreement or any other kind of agreement of any kind whatsoever, the Option Holder acknowledges that in the event of any inconsistency between the terms relating to the grant of such Options in that agreement and the terms attaching to the Options as provided for in this Plan, the terms provided for in this Plan shall prevail and the other agreement shall be deemed to have been amended accordingly.

Notice

Any notice, delivery or other correspondence of any kind whatsoever to be provided by the Company to an Option Holder will be deemed to have been provided if provided to the last home address, fax number or email address of the Option Holder in the records of the Company and the Company shall be under no obligation to confirm receipt or delivery.

Representation

As a condition precedent to the issuance of an Option, the Company must be able to represent to the Exchange as of the Grant Date that the Option Holder is a *bona fide* Executive, Employee or Consultant of the Company or any Subsidiary.

NUMBER OF SHARES UNDER PLAN

Committee to Approve Issuance of Shares

The Committee shall approve by resolution the issuance of all Shares to be issued to Option Holders upon the exercise of Options, such authorization to be deemed effective as of the Grant Date of such Options regardless of when it is actually done. The Committee shall be entitled to approve the issuance of Shares in advance of the Grant Date, retroactively after the Grant Date, or by a general approval of this Plan.

Number of Shares

Subject to adjustment as provided for herein, the number of Shares which will be available for purchase pursuant to Options granted pursuant to this Plan, plus any other outstanding incentive stock options of the Company granted pursuant to a previous stock option plan or agreement, will not exceed 10% of the Outstanding Issue. If any Option expires or otherwise terminates for any reason without having been exercised in full, the number of Shares in respect of such expired or terminated Option shall again be available for the purposes of granting Options pursuant to this Plan.

Fractional Shares

No fractional shares shall be issued upon the exercise of any Option and, if as a result of any adjustment, an Option Holder would become entitled to a fractional share, such Option Holder shall have the right to purchase only the next lowest whole number of Shares and no payment or other adjustment will be made for the fractional interest.

TERMS AND CONDITIONS OF OPTIONS

Exercise Period of Option

Subject to sections 5.4, 6.2, 6.3, 6.4 and 11.4, the Grant Date and the Expiry Date of an Option shall be the dates fixed by the Committee at the time the Option is granted and shall be set out in the Option Certificate issued in respect of such Option.

Number of Shares Under Option

The number of Shares which may be purchased pursuant to an Option shall be determined by the Committee and shall be set out in the Option Certificate issued in respect of the Option.

Exercise Price of Option

The Exercise Price at which an Option Holder may purchase a Share upon the exercise of an Option shall be determined by the Committee and shall be set out in the Option Certificate issued in respect of the Option. Notwithstanding the foregoing, the Exercise Price shall not be less than the Market Value of the Shares as of the Grant Date. The Market Value of the Shares for a particular Grant Date shall be determined as follows:

if the Company's Shares are listed on the CSE, and the Committee determines the CSE to be the Company's primary Exchange, Market Value will be the greater of the closing trading price of the Shares on: (i) the trading day prior to the Grant Date and (ii) the Grant Date;

subject to subparagraph (a) above, for each organized trading facility on which the Shares are listed, Market Value will be the closing trading price of the Shares on the day immediately preceding the Grant Date, and may be less than this price if it is within the discounts permitted by the applicable Regulatory Authorities;

if the Company's Shares are listed on more than one organized trading facility, the Market Value shall be the Market Value as determined in accordance with subparagraphs (a) or (b) above for the primary organized trading facility on which the Shares are listed, as determined by the Committee, subject to any adjustments as may be required to secure all necessary Regulatory Approvals;

subject to subparagraph (a), if the Company's Shares are listed on one or more organized trading facilities but have not traded during the ten trading days immediately preceding the Grant Date, then the Market Value will be, subject to any adjustments as may be required to secure all necessary Regulatory Approvals, such value as is determined by the Committee; and

if the Company's Shares are not listed on any organized trading facility, then the Market Value will be, subject to any adjustments as may be required to secure all necessary Regulatory Approvals, such value as is determined by the Committee to be the fair value of the Shares, taking into consideration all factors that the Committee deems appropriate, including, without limitation, recent sale and offer prices of the Shares in private transactions negotiated at arms' length. Notwithstanding anything else contained herein, in no case will the Market Value be less than the minimum prescribed by each of the organized trading facilities that would apply to the Company on the Grant Date in question.

Termination of Option

Subject to such other terms or conditions that may be attached to Options granted hereunder, an Option Holder may exercise an Option in whole or in part at any time and from time to time during the Exercise Period. Any Option or part thereof not exercised within the Exercise Period shall terminate and become null, void and of no effect as of the Expiry Time on the Expiry Date. The Expiry Date of an Option shall be the earlier of the date so fixed by the Committee at the time the Option is granted as set out in the Option Certificate and the date established, if applicable, in paragraphs (a) or (b) below or sections 6.2, 6.3, 6.4, or 11.4 of this Plan:

Ceasing to Hold Office - In the event that the Option Holder holds his or her Option as an Executive and such Option Holder ceases to hold such position other than by reason of death or Disability, the Expiry Date of the Option shall be, unless otherwise determined by the Committee and expressly provided for in the Option Certificate, the 30th day following the date the Option Holder ceases to hold such position unless the Option Holder ceases to hold such position as a result of:

ceasing to meet the qualifications set forth in the corporate legislation applicable to the Company;

a special resolution having been passed by the shareholders of the Company removing the Option Holder as a director of the Company or any Subsidiary; or

an order made by any Regulatory Authority having jurisdiction to so order,

in which case the Expiry Date shall be the date the Option Holder ceases to hold such position; OR

Ceasing to be Employed or Engaged - In the event that the Option Holder holds his or her Option as an Employee or Consultant and such Option Holder ceases to hold such position other than by reason of death or Disability, the Expiry Date of the Option shall be, unless otherwise determined by the Committee and expressly provided for in the Option Certificate, the 30th day following the date the Option Holder ceases to hold such position, unless the Option Holder ceases to hold such position as a result of:

termination for cause;

resigning his or her position; or

an order made by any Regulatory Authority having jurisdiction to so order,

in which case the Expiry Date shall be the date the Option Holder ceases to hold such position.

In the event that the Option Holder ceases to hold the position of Executive, Employee or Consultant for which the Option was originally granted, but comes to hold a different position as an Executive, Employee or Consultant prior to the expiry of the Option, the Committee may, in its sole discretion, choose to permit the Option to stay in place for that Option Holder with such Option then to be treated as being held by that Option Holder in his or her new position and such will not be considered to be an amendment to the Option in question requiring the consent of the Option Holder under section 9.2 of this Plan. Notwithstanding anything else contained herein, in no case will an Option be exercisable later than the Expiry Date of the Option.

Vesting of Option and Acceleration

The vesting schedule for an Option, if any, shall be determined by the Committee and shall be set out in the Option Certificate issued in respect of the Option. The Committee may elect, at any time, to accelerate the vesting schedule of one or more Options including, without limitation, on a Triggering Event, and such acceleration will not be considered an amendment to the Option in question requiring the consent of the Option Holder under section 9.2 of this Plan.

Additional Terms

Subject to all applicable Regulatory Rules and all necessary Regulatory Approvals, the Committee may attach additional terms and conditions to the grant of a particular Option, such terms and conditions to be set out in a schedule attached to the Option Certificate. The Option Certificates will be issued for convenience only, and in the case of a dispute with regard to any matter in respect thereof, the provisions of this Plan and the records of the Company shall prevail over the terms and conditions in the Option Certificate, save and except as noted below. Each Option will also be subject to, in addition to the provisions of the Plan, the terms and conditions contained in the schedules, if any, attached to the Option Certificate for such Option. Should the terms and conditions contained in such schedules be inconsistent with the provisions of the Plan, such terms and conditions will supersede the provisions of the Plan.

TRANSFERABILITY OF OPTIONS

Non-transferable

Except as provided otherwise in this section 6, Options are non-assignable and non-transferable.

Death of Option Holder

In the event of the Option Holder's death, any Options held by such Option Holder shall pass to the Personal Representative of the Option Holder and shall be exercisable by the Personal Representative on or before the date which is the earlier of one year following the date of death and the applicable Expiry Date.

Disability of Option Holder

If the employment or engagement of an Option Holder as an Employee or Consultant or the position of an Option Holder as a director or officer of the Company or a Subsidiary is terminated by the Company by reason of such Option Holder's Disability, any Options held by such Option Holder shall be exercisable by

such Option Holder or by the Personal Representative on or before the date which is the earlier of one year following the termination of employment, engagement or appointment as a director or officer and the applicable Expiry Date.

Disability and Death of Option Holder

If an Option Holder has ceased to be employed, engaged or appointed as a director or officer of the Company or a Subsidiary by reason of such Option Holder's Disability and such Option Holder dies within one year after the termination of such engagement, any Options held by such Option Holder that could have been exercised immediately prior to his or her death shall pass to the Personal Representative of such Option Holder and shall be exercisable by the Personal Representative on or before the date which is the earlier of one year following the death of such Option Holder and the applicable Expiry Date.

Vesting

Unless the Committee determines otherwise, Options held by or exercisable by a Personal Representative shall, during the period prior to their termination, continue to vest in accordance with any vesting schedule to which such Options are subject.

Deemed Non-Interruption of Engagement

Employment or engagement by the Company shall be deemed to continue intact during any military or sick leave or other *bona fide* leave of absence if the period of such leave does not exceed 90 days or, if longer, for so long as the Option Holder's right to re-employment or re-engagement by the Company is guaranteed either by statute or by contract. If the period of such leave exceeds 90 days and the Option Holder's re-employment or re-engagement is not so guaranteed, then his or her employment or engagement shall be deemed to have terminated on the ninety-first day of such leave.

EXERCISE OF OPTION

Exercise of Option

An Option may be exercised only by the Option Holder or the Personal Representative of any Option Holder. An Option Holder or the Personal Representative of any Option Holder may exercise an Option in whole or in part at any time and from time to time during the Exercise Period up to the Expiry Time on the Expiry Date by delivering to the Administrator the required Exercise Notice, or by written notice in the case of uncertificated Shares, the applicable Option Certificate and a certified cheque or bank draft or wire transfer payable to the Company or its legal counsel in an amount equal to the aggregate Exercise Price of the Shares then being purchased pursuant to the exercise of the Option. Notwithstanding anything else contained herein, Options may not be exercised during a Black-Out unless the Committee determines otherwise.

Black Out Period

If an Option expires, terminates or is cancelled (other than an expiry, termination or cancellation pursuant to section 5.4(a)(i)(ii) or (iii) or section 5.4(b)(i)(ii) or (iii) above) within or immediately after a Black-Out, the Holder may elect for the term of such Option to be extended to the date which is ten (10) business days after the last day of the Black-Out; provided, that, the expiration date as extended by this section 7.2 will not in any event be beyond the later of: (i) December 31 of the calendar year in which the Option was

otherwise due to expire; and (ii) the 15th day of the third month following the month in which the Option was otherwise due to expire.

Issue of Share Certificates

As soon as reasonably practicable following the receipt of the notice of exercise as described in section 7.1 and payment in full for the Optioned Shares being acquired, the Administrator will direct its transfer agent to issue to the Option Holder the appropriate number of Shares in either certificate form or at the election of the Option Holder, on an uncertificated basis pursuant to the instructions given by the Option Holder to the Administrator. If the number of Shares so purchased is less than the number of Shares subject to the Option Certificate surrendered, the Administrator shall also provide a new Option Certificate for the balance of Shares available under the Option to the Option Holder concurrent with delivery of the Shares.

No Rights as Shareholder

Until the date of the issuance of the certificate for the Shares purchased pursuant to the exercise of an Option, no right to vote or receive dividends or any other rights as a shareholder shall exist with respect to such Shares, notwithstanding the exercise of the Option, unless the Committee determines otherwise. In the event of any dispute over the date of the issuance of the Shares, the decision of the Committee shall be final, conclusive and binding.

Tax Withholding and Procedures

Notwithstanding anything else contained in this Plan, the Company may, from time to time, implement such procedures and conditions as it determines appropriate with respect to the withholding and remittance of taxes imposed under applicable law, or the funding of related amounts for which liability may arise under such applicable law. Without limiting the generality of the foregoing, an Option Holder who wishes to exercise an Option must, in addition to following the procedures set out in section 7.1 and elsewhere in this Plan, and as a condition of exercise:

deliver a certified cheque, wire transfer or bank draft payable to the Company for the amount determined by the Company to be the appropriate amount on account of such taxes or related amounts; or

otherwise ensure, in a manner acceptable to the Company (if at all) in its sole and unfettered discretion, that the amount will be securely funded;

and must in all other respects follow any related procedures and conditions imposed by the Company.

ADMINISTRATION

Board or Committee

The Plan shall be administered by the Administrator with oversight by the Committee.

Powers of Committee

The Committee shall have the authority to do the following:

oversee the administration of the Plan in accordance with its terms;

appoint or replace the Administrator from time to time;

determine all questions arising in connection with the administration, interpretation and application of the Plan, including all questions relating to the Market Value;

correct any defect, supply any information or reconcile any inconsistency in the Plan in such manner and to such extent as shall be deemed necessary or advisable to carry out the purposes of the Plan;

prescribe, amend, and rescind rules and regulations relating to the administration of the Plan;

determine the duration and purposes of leaves of absence from employment or engagement by the Company which may be granted to Option Holders without constituting a termination of employment or engagement for purposes of the Plan;

do the following with respect to the granting of Options:

determine the Executives, Employees or Consultants to whom Options shall be granted, based on the eligibility criteria set out in this Plan;

determine the terms of the Option to be granted to an Option Holder including, without limitation, the Grant Date, Expiry Date, Exercise Price and vesting schedule (which need not be identical with the terms of any other Option);

subject to any necessary Regulatory Approvals and section 9.2, amend the terms of any Options;

determine when Options shall be granted; and

determine the number of Shares subject to each Option;

accelerate the vesting schedule of any Option previously granted; and

make all other determinations necessary or advisable, in its sole discretion, for the administration of the Plan.

Administration by Committee

All determinations made by the Committee in good faith shall be final, conclusive and binding upon all persons. The Committee shall have all powers necessary or appropriate to accomplish its duties under this Plan.

Interpretation

The interpretation by the Committee of any of the provisions of the Plan and any determination by it pursuant thereto shall be final, conclusive and binding and shall not be subject to dispute by any Option Holder. No member of the Committee or any person acting pursuant to authority delegated by it hereunder shall be personally liable for any action or determination in connection with the Plan made or taken in good faith and each member of the Committee and each such person shall be entitled to indemnification with respect to any such action or determination in the

manner provided for by the Company.

APPROVALS AND AMENDMENT

Shareholder Approval of Plan

If required by a Regulatory Authority or by the Committee, this Plan may be made subject to the approval of the shareholders of the Company as prescribed by the Regulatory Authority. If shareholder approval is required, any Options granted under this Plan prior to such time will not be exercisable or binding on the Company unless and until such shareholder approval is obtained.

Amendment of Option or Plan

Subject to any required Regulatory Approvals, the Committee may from time to time amend any existing Option or the Plan or the terms and conditions of any Option thereafter to be granted provided that where such amendment relates to an existing Option and it would:

materially decrease the rights or benefits accruing to an Option Holder; or

materially increase the obligations of an Option Holder; then, unless otherwise excepted out by a provision of this Plan, the Committee must also obtain the written consent of the Option Holder in question to such amendment. If at the time the Exercise Price of an Option is reduced the Option Holder is an Insider of the Company, the Insider must not exercise the option at the reduced Exercise Price until the reduction in Exercise Price has been approved by the disinterested shareholders of the Company, if required by the Exchange.

CONDITIONS PRECEDENT TO ISSUANCE OF OPTIONS AND SHARES

Compliance with Laws

An Option shall not be granted or exercised, and Shares shall not be issued pursuant to the exercise of any Option, unless the grant and exercise of such Option and the issuance and delivery of such Shares comply with all applicable Regulatory Rules, and such Options and Shares will be subject to all applicable trading restrictions in effect pursuant to such Regulatory Rules and the Company shall be entitled to legend the Option Certificates and the certificates for the Shares or the written notice in the case of uncertificated Shares representing such Shares accordingly.

Regulatory Approvals

In administering this Plan, the Committee will seek any Regulatory Approvals which may be required. The Committee will not permit any Options to be granted without first obtaining the necessary Regulatory Approvals unless such Options are granted conditional upon such Regulatory Approvals being obtained. The Committee will make all filings required with the Regulatory Authorities in respect of the Plan and each grant of Options hereunder. No Option granted will be exercisable or binding on the Company unless and until all necessary Regulatory Approvals have been obtained. The Committee shall be entitled to amend this Plan and the Options granted hereunder in order to secure any necessary Regulatory Approvals and such amendments will not require the consent of the Option Holders under section 9.2 of this Plan.

Inability to Obtain Regulatory Approvals

The Company's inability to obtain Regulatory Approval from any applicable Regulatory Authority, which Regulatory Approval is deemed by the Committee to be necessary to complete the grant of Options hereunder, the exercise of those Options or the lawful issuance and sale of any Shares pursuant to such Options, shall relieve the Company of any liability with respect to the failure to complete such transaction.

ADJUSTMENTS AND TERMINATION

Termination of Plan

Subject to any necessary Regulatory Approvals, the Committee may terminate or suspend the Plan. Unless earlier terminated as provided in this section 11, the Plan shall terminate on, and no more Options shall be granted under the Plan after, the tenth anniversary of the date of the Exchange's acceptance of the Plan.

No Grant During Suspension of Plan

No Option may be granted during any suspension, or after termination, of the Plan. Suspension or termination of the Plan shall not, without the consent of the Option Holder, alter or impair any rights or obligations under any Option previously granted.

Alteration in Capital Structure

If there is a material alteration in the capital structure of the Company and the Shares are consolidated, subdivided, converted, exchanged, reclassified or in any way substituted for, the Committee shall make such adjustments to this Plan and to the Options then outstanding under this Plan as the Committee determines to be appropriate and equitable under the circumstances, so that the proportionate interest of each Option Holder shall, to the extent practicable, be maintained as before the occurrence of such event. Such adjustments may include, without limitation:

- a change in the number or kind of shares of the Company covered by such Options; and
- a change in the Exercise Price payable per Share provided, however, that the aggregate Exercise Price applicable to the unexercised portion of existing Options shall not be altered, it being intended that any adjustments made with respect to such Options shall apply only to the Exercise Price per Share and the number of Shares subject thereto.

For purposes of this section 11.3, and without limitation, neither:

the issuance of additional securities of the Company in exchange for adequate consideration (including services); nor

the conversion of outstanding securities of the Company into Shares shall be deemed to be material alterations of the capital structure of the Company. Any adjustment made to any Options pursuant to this section 11.3 shall not be considered an amendment requiring the Option Holder's consent for the purposes of section 9.2 of this Plan.

Triggering Events

Subject to the Company complying with section 11.5 and any necessary Regulatory Approvals and notwithstanding any other provisions of this Plan or any Option Certificate, the Committee may, without the consent of the Option Holder or Holders in question:

cause all or a portion of any of the Options granted under the Plan to terminate upon the occurrence of a Triggering Event; or

cause all or a portion of any of the Options granted under the Plan to be exchanged for incentive stock options of another corporation upon the occurrence of a Triggering Event in such ratio and at such exercise price as the Committee deems appropriate, acting reasonably.

Such termination or exchange shall not be considered an amendment requiring the Option Holder's consent for the purpose of section 9.2 of the Plan.

Notice of Termination by Triggering Event

In the event that the Committee wishes to cause all or a portion of any of the Options granted under this Plan to terminate on the occurrence of a Triggering Event, it must give written notice to the Option Holders in question not less than 10 days prior to the consummation of a Triggering Event so as to permit the Option Holder the opportunity to exercise the vested portion of the Options prior to such termination. Upon the giving of such notice and subject to any necessary Regulatory Approvals, all Options or portions thereof granted under the Plan which the Company proposes to terminate shall become immediately exercisable notwithstanding any contingent vesting provision to which such Options may have otherwise been subject. Furthermore, if any of the Options granted under this Plan are cancelled prior to their Expiry Date, the Company shall not grant new Options to the same Persons or Entities until thirty (30) days have lapsed from the date of cancellation.

Determinations to be Made By Committee

Adjustments and determinations under this section 11 shall be made by the Committee, whose decisions as to what adjustments or determination shall be made, and the extent thereof, shall be final, binding, and conclusive.

SCHEDULE A

[Include legends prescribed by Regulatory Authorities, if required.]

DOMINION WATER RESERVES CORP.

STOCK OPTION PLAN - OPTION CERTIFICATE

This Option Certificate is issued pursuant to the provisions of the Stock Option Plan (the “**Plan**”) of DOMINION WATER RESERVES CORP. (the “**Company**”) and evidences that ● [Name of Option Holder] is the holder (the “**Option Holder**”) of an option (the “**Option**”) to purchase up to ● common shares (the “**Shares**”) in the capital stock of the Company at a purchase price of Cdn\$ ● per Share (the “**Exercise Price**”). This Option may be exercised at any time and from time to time from and including the following Grant Date through to and including up to 4:00 p.m. local time in Vancouver, British Columbia (the “**Expiry Time**”) on the following Expiry Date:

- (a) the Grant Date of this Option is ●; and
- (b) subject to sections 5.4, 6.2, 6.3, 6.4 and 11.4 of the Plan, the Expiry Date of this Option is ●.

To exercise this Option, the Option Holder must deliver to the Administrator of the Plan, prior to the Expiry Time on the Expiry Date, an Exercise Notice, in the form provided in the Plan, or written notice in the case of uncertificated Shares, which is incorporated by reference herein, together with the original of this Option Certificate and a certified cheque or bank draft payable to the Company or its legal counsel in an amount equal to the aggregate of the Exercise Price of the Shares in respect of which this Option is being exercised.

This Option Certificate and the Option evidenced hereby is not assignable, transferable or negotiable and is subject to the detailed terms and conditions contained in the Plan. This Option Certificate is issued for convenience only and in the case of any dispute with regard to any matter in respect hereof, the provisions of the Plan and the records of the Company shall prevail. This Option is also subject to the terms and conditions contained in the schedules, if any, attached hereto.

[Include legends on the certificate or the written notice in the case of uncertificated shares prescribed by Regulatory Authorities, if required.]

If the Option Holder is a resident or citizen of the United States of America at the time of the exercise of the Option, the certificate(s) representing the Shares will be endorsed with the following or a similar legend:

“The securities represented hereby have not been registered under the United States Securities Act of 1933, as amended (the “U.S. Securities Act”) or the securities laws of any state of the United States. The holder hereof, by purchasing such securities, agrees for the benefit of the Company that such securities may be offered, sold or otherwise transferred only (a) to the Company; (b) outside the United States in accordance with Rule 904 of Regulation S under the U.S. Securities Act; (c) in accordance with the exemption from registration under the U.S. Securities Act provided by Rule 144 thereunder, if available, and in compliance with any applicable state securities laws; or (d) in a transaction that does not require registration under the U.S. Securities Act and any applicable state securities laws, and, in the case of paragraph (c) or (d), the seller furnishes to the Company an opinion of counsel of recognized standing in form and substance satisfactory to the Company to such effect.

The presence of this legend may impair the ability of the holder hereof to effect “good delivery” of the securities represented hereby on a Canadian stock exchange.”

DOMINION WATER RESERVES CORP.

by its authorized signatory:

The Option Holder acknowledges receipt of a copy of the Plan and represents to the Company that the Option Holder is familiar with the terms and conditions of the Plan, and hereby accepts this Option subject to all of the terms and conditions of the Plan. The Option Holder agrees to execute, deliver, file and otherwise assist the Company in filing any report, undertaking or document with respect to the awarding of the Option and exercise of the Option, as may be required by the Regulatory Authorities. The Option Holder further acknowledges that if the Plan has not been approved by the shareholders of the Company on the Grant Date, this Option is not exercisable until such approval has been obtained.

Signature of Option Holder:

Signature

Date signed:

Print Name

Address

OPTION CERTIFICATE – SCHEDULE

[Complete the following additional terms and any other special terms, if applicable, or remove the inapplicable terms or this schedule entirely.]

The additional terms and conditions attached to the Option represented by this Option Certificate are as follows:

1. The Options will not be exercisable unless and until they have vested and then only to the extent that they have vested. The Options will vest in accordance with the following:
 - (a) ● Shares (●%) will vest and be exercisable on or after the Grant Date;
 - (b) ● additional Shares (●%) will vest and be exercisable on or after ● [date];
 - (c) ● additional Shares (●%) will vest and be exercisable on or after ● [date];
 - (d) ● additional Shares (●%) will vest and be exercisable on or after ● [date];

2. Upon the Option Holder ceasing to hold a position with the Company, other than as a result of the events set out in paragraphs 5.4(a) or 5.4(b) of the Plan, the Expiry Date of the Option shall be ● **[Insert date desired that is longer or shorter than the standard 30 days as set out in the Plan]** following the date the Option Holder ceases to hold such position.

SCHEDULE B

DOMINION WATER RESERVES CORP.

STOCK OPTION PLAN

NOTICE OF EXERCISE OF OPTION

TO: The Administrator, Stock Option Plan
DOMINION WATER RESERVES CORP.

● [Address]

(or such other address as the Company may advise)

The undersigned hereby irrevocably gives notice, pursuant to the Stock Option Plan (the “**Plan**”) of DOMINION WATER RESERVES CORP. (the “**Company**”), of the exercise of the Option to acquire and hereby subscribes for (**cross out inapplicable item**):

- (a) all of the Shares; or
- (b) of the Shares;

which are the subject of the Option Certificate attached hereto (**attach your original Option Certificate**). The undersigned tenders herewith a certified cheque or bank draft (**circle one**) payable to the Company or to ● in an amount equal to the aggregate Exercise Price of the aforesaid Shares and directs the Company to issue a certificate OR a written notice in the case of uncertificated Shares evidencing said Shares in the name of the undersigned to be issued to the undersigned [in the case of issuance of a share certificate, at the following address (**provide full complete address**)]:

The undersigned acknowledges the Option is not validly exercised unless this Notice is completed in strict compliance with this form and delivered to the required address with the required payment prior to 4:00 p.m. local time in Vancouver, BC on the Expiry Date of the Option.

DATED the day _____ of _____, 20__ .

Signature of Option Holder